

Compte rendu du CTM du 27 septembre 2017

Un seul point à l'ordre du jour de ce CTM de rentrée.

Déclaration commune des organisations syndicales : voir en PJ

Déclaration liminaire de la FSU : voir en PJ

1- Réponses du ministère aux déclarations :

Contrats aidés : Pour l'Éducation nationale, la baisse du nombre de contrats aidés n'affecte pas la priorité à la scolarisation des enfants en situation de handicap. Elle impacte l'aide à la direction d'école, pour laquelle il y a effectivement une baisse du nombre d'emplois aidés. Le MEN dit qu'il doit maintenant réfléchir à moyen terme à des solutions pérennes.

Publication de l'arrêté sur les ORS en ESMS : La FSU a interrogé sur l'avancée de l'arrêté qui doit préciser les ORS des enseignants en ESMS. Nous sommes en attente de la réponse.

Mise en œuvre PPCR : Hors classe et classe exceptionnelle : une concertation aura lieu dès que possible !(date communiquée rapidement)

Dans certains départements, l'administration impose une « Astreinte » le mercredi matin pour les remplaçants : le MEN nous demande de lui signaler les départements concernés (*faire remonter au secteur administratif pour que nous communiquions la liste au ministère*).

Les textes Psychologues sont en cours de signature.

2- Projets de texte pour avis (soumis au vote)

Projet de décret relatif à la nomination des recteurs de région académique

Ce décret prévoit : « par dérogation un recteur de région académique peut être chargé, par décret pris en conseil des ministres, d'exercer les fonctions dévolues aux recteurs des autres académies de la même région académique »

Le MEN veut expérimenter un recteur unique pour les deux académies de Normandie (Caen et Rouen). Il précise que ce décret ne prévoit aucune fusion, ni transfert de compétences, ni réorganisation des services. Une mission se met en place qui va faire un bilan de la mise en place des recteurs de régions académiques et faire des propositions pour des évolutions (début 2018). La première partie concernant le bilan sera présentée en CTM avant la fin de l'année civile. Des temps de concertation sont prévus avec les organisations syndicales (1ere mi novembre).

Pour le SNUipp et la FSU, cette démarche s'inscrit dans la continuité des préconisations du rapport de l'IGAENR d'avril 2015 (*Quelle évolution de l'Etat territorial pour l'Education Nationale, l'enseignement supérieur et la recherche ?*) et tend à la fusion des académies et à l'éloignement d'un service public d'éducation.

Déclaration de la FSU : en PJ

Vote : Pour : UNSA **Contre** : FSU, CFDT, FGAF, CGT, FO,

Le Secrétariat Général